

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
Pôle Déchets Sites et Sols Pollués

Saint-Etienne, le 07/07/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **FLOREAL SA ( STATION SERVICE CASINO )**

24 rue de la Montat  
42000 ST ETIENNE

Références : UiD4243-DSSP-022-0254

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/03/2022 dans l'établissement FLOREAL SA (STATION SERVICE CASINO) implanté 24 rue de la Montat - 42000 ST ETIENNE. L'inspection a été annoncée le 10/03/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Opération coup de poing 2022, sécurité incendie.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- FLOREAL SA (STATION SERVICE CASINO)
- 24 rue de la Montat 42000 ST ETIENNE
- Code AIOT dans GUN : 0006105059
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

Station-service soumise au régime de l'enregistrement.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Sécurité incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.2	Sans objet
Risques	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.5. Protection contre la foudre	Sans objet
Rétentions des aires et locaux de travail	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.6	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.10. Dispositifs de sécurité	Sans objet
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.12	Sans objet
Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.7. Consignes de sécurité	Sans objet
Exploitation	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.1. Surveillance de l'exploitation	Sans objet
Exploitation	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.3. Propreté de l'installation	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les moyens de lutte contre l'incendie sont conformes à l'arrêté ministériel du 15 avril 2010.

### 2-4) Fiches de constats

#### Nom du point de contrôle : 1.2. Dossier installation classée

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, propreté
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;</li> <li>- le dossier d'enregistrement tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li> <li>- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li> <li>- les différents documents prévus par le présent arrêté.</li> </ul> <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<b>Constats :</b> Le dossier ICPE est présent sur site avec les plans de l'installation
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.5. Protection contre la foudre
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> 2.2.5. Protection contre la foudre.  L'installation respecte les dispositions de la section 3 de l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
<b>Constats :</b> L'installation dispose d'un système de protection contre la foudre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Rétentions des aires et locaux de travail**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, récupération eau d'extinction
<b>Prescription contrôlée :</b> 2.2.6. Rétention des aires et locaux de travail et isolement du réseau de collecte.  Sauf pour la boutique et le local de réserve annexe, le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement. Un dispositif, empêchant la diffusion des matières répandues à l'extérieur ou dans d'autres aires ou locaux est prévu. Les matières recueillies sont de préférence récupérées et recyclées, ou en cas d'impossibilité, traitées conformément aux dispositions du présent arrêté.
<b>Constats :</b> Le séparateur à hydrocarbure peut servir de bassin de rétention en cas de pollution accidentelle, mais sa capacité reste toutefois limitée compte-tenu de son faible volume (3.7 m <sup>3</sup> ).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Consignes d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.10. Dispositifs de sécurité
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositif d'arrêt d'urgence, dispositif d'alerte
<b>Prescription contrôlée :</b> Pour les cas d'une exploitation en libre service sans surveillance, l'installation de distribution est équipée : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un dispositif d'arrêt d'urgence situé à proximité de l'appareil permettant de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution ;</li><li>- d'un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation.</li></ul>
<b>Constats :</b> Présence sur site : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un dispositif d'arrêt d'urgence situé à proximité de l'appareil permettant de provoquer la coupure de l'ensemble des installations destinées à la distribution ;</li><li>- d'un dispositif de communication permettant d'alerter immédiatement la personne désignée en charge de la surveillance de l'installation.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Moyens de lutte contre l'incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.2.12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2.2.12. Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>- de deux appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) d'un diamètre nominal DN 100 situés à moins de 100 mètres de la station-service (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins de secours). Ces appareils sont alimentés par un réseau public ou privé qui est en mesure de fournir un débit minimum de 60 mètres cubes par heure pendant au moins deux heures ; la pression dynamique minimale des appareils d'incendie est de 1 bar sans dépasser 8 bars.</li></ul> <p>Le complément éventuel peut être apporté par une ou plusieurs réserves d'eau propres au site, accessible en permanence aux services d'incendie et de secours. Ces réserves ont une capacité minimale réellement utilisable de 120 mètres cubes. Elles sont dotées de plates-formes d'aspiration par tranche de 120 mètres cubes de capacité.</p> <p>Les appareils d'incendie (bouches ou poteaux d'incendie) et les réserves d'eau complémentaires sont implantés en respectant les distances minimales d'implantation fixées au point B de l'article 2.1. Cette disposition est applicable pour les installations enregistrées à partir du 1er juillet 2016 :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ;</li><li>- sur chaque îlot de distribution, d'un système manuel commandant en cas d'incident une alarme optique ou sonore ;</li><li>- d'un dispositif permettant de rappeler à tout instant aux tiers les consignes de sécurité et les conduites à tenir en cas de danger ou d'incident, au besoin par l'intermédiaire d'un ou de plusieurs haut-parleurs ;</li></ul>

- pour chaque îlot de distribution, d'un extincteur homologué 233 B ; pour l'aviation l'extincteur est conforme aux dispositions de l'arrêté du 23 janvier 1980 susvisé ;

- pour l'aire de distribution des stations-service et à proximité des bouches d'emplissage de réservoirs des stations délivrant des liquides inflammables, d'une réserve de produit absorbant incombustible en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, des moyens nécessaires à sa mise en œuvre ; la réserve de produit absorbant est protégée par couvercle ou par tout dispositif permettant d'abriter le produit absorbant des intempéries ;

- pour chaque local technique, d'un extincteur homologué 233 B ;

- pour le stockage des marchandises et le sous-sol, d'un extincteur homologué 21 A-144 B 1 ou un extincteur homologué 21 A-233 B et C ;

- pour le tableau électrique, d'un extincteur à gaz carbonique (2 kilogrammes) ;

- sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale antifeu.

Par ailleurs, à l'exception des stations-service en plein air, l'installation est dotée :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local.

Les dispositifs cités ci-dessus sont en nombre suffisant et correctement répartis et, dans tous les cas, les agents d'extinction sont compatibles avec les carburants distribués y compris éthanolés. Pour les installations de distribution, les moyens de lutte contre l'incendie prescrits dans les paragraphes précédents peuvent être remplacés par des dispositifs automatiques d'extinction présentant une efficacité au moins équivalente.

Ce type de dispositifs est obligatoire pour les installations fonctionnant en libre service sans surveillance et pour les installations implantées sous immeuble habité ou occupé par des tiers.

Une commande de mise en œuvre manuelle d'accès facile double le dispositif de déclenchement automatique de défense incendie. Cette commande est installée en dehors de l'aire de distribution en un endroit accessible au préposé éventuel à l'exploitation ainsi qu'à tout autre personne.

**Constats :** Présence d'alarme sur chaque îlot, extincteur, système d'alarme incendie. Les moyens de lutte contre l'incendie sont conformes à l'arrêté ministériel du 15 avril 2010.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**Nom du point de contrôle : Consignes de sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.7. Consignes de sécurité
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et portées à la connaissance du personnel dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les parties de l'installation visées au point 2.3.3 ;</li><li>- l'obligation du plan de prévention pour les parties de l'installation visées au point 2.4.5 ;</li><li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</li><li>- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ;</li><li>- les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.</li></ul> Une formation du personnel lui permet : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'être sensibilisé aux risques inhérents à ce type d'installation ;</li><li>- de vérifier régulièrement le bon fonctionnement des divers équipements pour la prévention des risques ;</li><li>- de prendre les dispositions nécessaires sur le plan préventif et à mettre en œuvre, en cas de besoin, les actions les plus appropriées.</li></ul> Le préposé à l'exploitation est en mesure de rappeler à tout moment aux usagers les consignes de sécurité.
<b>Constats :</b> Les consignes de sécurité sont affichées sur site. Le personnel est formé et sensibilisé aux consignes de sécurité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle : Exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.1. Surveillance de l'exploitation
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2022, Surveillance
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.
<b>Constats :</b> L'installation fonctionne sous la surveillance de caméras mais aussi sous la surveillance humaine du lundi au samedi de 8h30 à 19h00.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 2.4.3. Propreté de l'installation
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'ensemble du site est maintenu propre et régulièrement nettoyé, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques.
<b>Constats :</b> L'ensemble du site est entretenu et propre.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet